Nord Cameroun : surmonter le choc des inondations

Moins médiatisées que les inondations qui ont frappé une grande partie du Pakistan, celles qui ont ravagé plusieurs pays voisins du lac Tchad, et qui sont elles aussi directement attribuables au changement climatique, ont provoqué la fuite de populations qui se retrouvent encore aujourd'hui démunies. C'est le cas dans l'Extrême-Nord du Cameroun, où une Église partenaire du Défap, l'Église Fraternelle Luthérienne du Cameroun, a demandé de l'aide.



Champ de maïs ravagé par les inondations dans le Nord du Cameroun © EFLC/Défap

L'année 2022 aura sans doute été celle de la prise de conscience des ravages du réchauffement climatique. Plusieurs

facteurs y auront contribué. Tout d'abord, la multiplication des phénomènes météorologiques extrêmes, qu'il n'est désormais plus possible d'ignorer, et leur ampleur défiant parfois l'imagination : c'est le cas des inondations qui ont frappé le Pakistan. Depuis la mi-juin 2022, il a été touché par des pluies de mousson hors-normes qui ont provoqué les pires crues dans le pays en une décennie. Selon l'Autorité nationale de gestion des catastrophes du Pakistan, les inondations ont touché plus de 33 millions de personnes et détruit ou endommagé plus d'un million de maisons. Au moins 1100 personnes ont été tuées par les eaux qui ont submergé des dizaines de milliers de kilomètres carrés du pays. Il faudra des années pour reconstruire les infrastructures détruites (routes et ponts), reloger les populations, relancer les cultures… Une crise emblématique qui a pesé sur l'inscription de la question délicate des « pertes et dommages » à l'ordre du jour de la 27ème Conférence des Parties, la COP 27, qui a réuni en novembre 2022 à Charm el-Cheikh, en Égypte, les États signataires de la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques.

Mais face à ces catastrophes frappant tout un pays, d'autres restent moins médiatisées. C'est le cas des inondations qui ont touché les régions du Nord du Cameroun au cours de l'été 2022. Là encore, les effets du réchauffement climatique sont faciles à discerner. D'année en année, les dégâts de ces inondations survenant en cours d'été s'aggravent. Selon une étude du World Weather Attribution, les gaz à effet de serre ont multiplié par 80 la probabilité de pluies intenses dans cette région de l'Afrique entourant le lac Tchad – une région où se rejoignent les frontières de quatre pays : Nigeria, Niger, Tchad et Cameroun. Dans ces divers pays, les eaux ont forcé à fuir plus de 1,4 million de personnes et ravagé des centaines de milliers d'hectares de récoltes.

Plusieurs mois après, des déplacés toujours privés

de tout

Dans le Nord du Cameroun, le Défap est en lien depuis de nombreuses années avec une Église partenaire : l'Église Fraternelle Luthérienne du Cameroun. Dans cette seule région, pluies extrêmes, rivières en crue et destructions de digues se sont combinées pour provoquer la fuite de dizaines de milliers de personnes, qui ont dû abandonner leurs maisons et leurs champs. Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'Onu recensait fin septembre 37.000 déplacés, notamment dans le département du Mayo-Danay, particulièrement touché, dans le Logone et Chari, et dans le Mayo-Tsanaga. Ils étaient alors hébergés dans des familles d'accueil, dans des écoles ou dans des campements de fortune. Or depuis l'été, l'étendue des dégâts n'a pas vraiment permis à ceux qui avaient ainsi tout perdu de revenir sur leurs terres et de reprendre leurs cultures. Et ces inondations se sont traduites à partir d'octobre par une résurgence de l'épidémie de choléra qui a affecté six districts de santé notamment Fotokol, Mada, et Makary dans le Logone et Chari, Mokolo dans le Mayo-Tsanaga et Mora et Kolofata dans le Mayo-Sava.

Face à l'ampleur des besoins, l'Église Fraternelle Luthérienne du Cameroun a décidé de se concentrer sur quelques localités parmi les plus touchées. Elle a sollicité le Défap, qui, avec le soutien de Solidarité Protestante, va apporter une aide sous forme de vivres aux familles les plus vulnérables dans les localités de Watir-Guili et Kila. D'autres partenaires étrangers ont répondu à l'appel, comme, aux Pays-Bas, Kerk In Actie. Surmonter le choc des inondations sera long. Et par endroits, les destructions des champs empêcheront pour plus d'une année la reprise des cultures.